

Fred Bauma, dissident congolais

«Si les Belges ou les Européens ne font rien, la RDC sera en feu»

INTERVIEW

VINCENT GEORIS

Quand on a connu, comme Fred Bauma, les geôles sordides de l'Agence nationale de renseignements, les services secrets de Kabila, on apprécie, plus que tout, le sens du mot liberté. Arrêté en mars 2015 lors d'un atelier de sensibilisation sur la démocratie, il est accusé, entre autres, de «complot contre la vie ou la personne du chef de l'Etat». Libéré fin août, après 17 mois de prison, par mesure de «*décrispation politique*», il est devenu le symbole de la lutte pacifique pour la démocratie en RDC. L'Echo l'a rencontré lors de son passage à Bruxelles.

Pourquoi avez-vous été arrêté?

Ceux qui sont au pouvoir en RDC ont peur qu'une jeunesse consciente menace leur ambition de rester au pouvoir. C'est tellement facile de régner sur une population qui n'est pas consciente et qui ne demande rien. Dès que les gens commencent à exiger, ils paniquent.

Comment cela s'est-il passé?

Ils sont venus nous arrêter à la fin d'une conférence de presse que nous avons organisée à Masina, près de Kinshasa. Nous étions une quarantaine. Ils nous ont conduits dans un cachot de sécurité. J'ai été tenu au secret pendant 50 jours.

Dans quelles conditions étiez-vous détenu?

Nous étions sept prisonniers dans une cellule de quelques mètres carrés, située dans le dépôt d'une ancienne banque. Il y avait d'autres cellules, avec un plus grand nombre de prisonniers. La pièce était close, sans fenêtre, avec uniquement de la lumière artificielle. Quand l'électricité était coupée, nous ne pouvions même plus voir notre voisin. Il n'y avait aucune toilettes. Nous sortions deux fois par jour, très brièvement.

Étiez-vous nourri correctement? Non. Nous avions droit à un petit bol de riz une fois par jour.

Que s'est-il passé ensuite?

Après 50 jours, j'ai été transféré au parquet, où

c'était pire encore. Et puis, nous avons été conduits à la prison centrale, à Makala, où j'ai passé quinze mois. J'étais dans un pavillon avec d'autres, dont la plupart étaient des prisonniers politiques. Là, j'ai pu recevoir la visite de ma famille.

Vous avez subi des mauvais traitements physiques?

Non.

Psychologiques?

Enormément, oui. Au cachot, nous avons été menacés de mort plusieurs fois par certains agents.

Avez-vous été confronté à de la violence d'autres détenus?

Oui, il y avait beaucoup de violence de la part des autres prisonniers. Mais ce n'était pas toujours orienté contre nous. Certains nous ont reconnus grâce aux médias et se sont montrés solidaires.

De quoi êtes-vous inculpé?

De trouble à l'ordre public, de complot contre la vie ou la personne du chef de l'Etat, d'association de malfaiteurs...

Quelles sont les activités de votre organisation, la Lucha («Lutte pour le changement», NDLR)?

Nous éduquons la population à jouer son rôle de citoyen dans la société. Rien d'autre. Nous sommes un mouvement citoyen, pas un parti politique. Nous ne cherchons pas le pouvoir.

Vous manifestez?

Oui, mais nos manifestations sont toujours pacifiques. Nous sommes un mouvement non-violent.

Vous avez été libéré provisoirement, sans que le procès ait eu lieu. Quelle condamnation risquez-vous?

La peine de mort.

Et vous retournez demain au Congo?

Bien sûr. Oui.

Pourquoi?

Parce que c'est mon pays, et que je n'en ai pas d'autre. Je veux essayer de changer les choses. J'ai

confiance dans l'avenir, même si les risques de répression sont énormes. Je ferai au mieux pour ne pas me retrouver en prison.

Quel message apportez-vous ici, aux autorités belges?

La Belgique, l'Union européenne et, de manière plus large, la communauté internationale, ont un rôle important à jouer pour redresser le Congo. Le 19 septembre, des violences ont fait des dizaines de morts à Kinshasa. Personne n'a agi à temps pour les empêcher, alors qu'on savait que cela arriverait. Nous allons vers le 19 décembre, date à laquelle le président Kabila doit quitter le pouvoir. Le risque est grand de voir déferler une vague de violence. Si les Belges ou les Européens ne font rien, demain, la RDC sera en feu. Ce sera inutile d'exprimer des regrets ou de la solidarité alors qu'ils avaient la possibilité d'agir et qu'ils n'ont rien fait.

Que pourrait faire la Belgique?

Appliquer des sanctions individuelles contre certains responsables ou pousser l'Union européenne à le faire. La Belgique pourrait aussi poursuivre des Belgo-Congolais impliqués dans la crise électorale.

À quoi attribuez-vous l'impasse dans laquelle se trouve la RDC?

Le gouvernement a tout fait pour que nous nous retrouvions dans cette situation en espérant que cela tourne à son avantage.

Vous n'avez pas froid aux yeux. Au risque de retourner en prison...

Je préfère être libre dans ma parole. Je suis conscient de faire face à un pouvoir très répressif, et qui m'a emprisonné la première fois parce que je me suis exprimé. Je préfère que, si on m'arrête prochainement, on sache au moins ce que je pense.

C'est quoi la liberté pour vous?

La chose la plus précieuse qu'on peut avoir. La possibilité d'agir, ou de ne pas agir, mais sans contrainte. Mais on n'est pas libre seulement

lorsqu'on est capable de se mouvoir.

On peut être libre en prison?

Oui. Je me suis souvent senti plus libre en prison que ceux qui m'y avaient mis. Je savais que je croyais en ce que je faisais, tandis que beaucoup de gens étaient au Parlement ou ailleurs, et soutenaient le pouvoir en place parce que c'était leur gagne-pain, et qu'ils avaient peur de le mettre en danger.

Souhaitez-vous que le président de la RDC s'en aille?

Je souhaite que Kabila parte. Qu'il parte paisiblement. Mon souhait n'est pas qu'on le contraigne à partir, mais qu'il parte de lui-même, en respectant la Constitution. Ce serait regrettable que la population soit obligée d'aller dans la rue parce qu'il ne respecterait pas sa parole.

Que pensez-vous que Kabila va faire dans les semaines à venir?

Je pense qu'il va essayer de se maintenir au pouvoir. Il est important qu'on puisse l'aider, dans la non-violence, à respecter la Constitution qu'il a signée.

Allez-vous faire de la politique?

Non, pas maintenant. Je vais continuer à militer pour une population consciente et le respect des droits humains. En espérant qu'elle arrive à transformer cette société. Alors, je pourrai tout envisager.

D'où tirez-vous cette volonté?

J'ai passé mon enfance à Goma, une région difficile. J'avais quatre ans lors du génocide rwandais, j'ai vu les camps de réfugiés. J'ai connu des massacres. J'ai été obligé de quitter ma maison parce que des guerriers Maï-Maï menaçaient. Et puis d'autres. Dans la région du Nord-Kivu, les groupes armés se succèdent, les anciens bourreaux deviennent les dirigeants de demain. Tous ces épisodes ont façonné ma personnalité.

LES PHRASES CLÉS

*«Nous sommes
un mouvement non-violent.»*

*«Je préfère que, si on m'arrête
prochainement, on sache au
moins ce que je pense.»*

*«Je souhaite que
Kabila parte. Qu'il parte paisible-
ment.»*